

révolue, tout comme le dodo, elle n'existe plus. Ce qu'il faut, c'est que chacun de nous intensifie ses efforts, ainsi que toute la classe moyenne des Canadiens qui n'est menacée ni par la pauvreté ni par le désespoir par suite de machinations ourdies par des excentriques. Ce désespoir a été inventé pour justifier d'ambitieuses et viles raisons politiques.

Ce ne serait peut-être pas une initiative populaire que de demander aux gens, jeunes ou vieux, de se remettre au travail. Il me semble que nous avons été gâtés. Beaucoup de Canadiens abusent de tous les niveaux de gouvernement qui se sont montrés trop paternalistes et leur ont dit que, d'une manière ou d'une autre, au moyen de réponses faciles ou de quelque panacée socialiste, ils seraient en mesure de leur procurer une vie agréable, sans effort et sans impôts. Il n'en est rien. Il nous faut un programme nouveau et dynamique. Nous ne devons pas penser qu'un gouvernement détient toutes les réponses. Nous devons demander à tous les Canadiens de prendre leur courage à deux mains, de retrousser leurs manches et de se remettre au travail.

J'ai été travailleur pendant la plus grande partie de ma vie et j'ai travaillé pour bien moins que le revenu national moyen. Je sais que la plupart des Canadiens sont prêts à se mettre au travail, pourvu qu'on prenne les décisions voulues. Cessons de parler de semaines de travail plus courtes et d'un pensum plus léger et songeons à travailler avec plus d'efficacité! Il nous faut songer davantage à ce que nous sommes capables de faire ou, pour paraphraser John F. Kennedy, à ce que nous pouvons donner au Canada plutôt que de nous demander ce que nous sommes en droit d'en attendre.

Le gouvernement peut donner l'exemple à cet égard. Il devrait faire davantage en vue de la pleine exploitation de nos ressources naturelles. Il ne suffit pas de brandir le drapeau de l'antiaméricanisme et d'affirmer que tous nos maux viennent de la propriété américaine au Canada. La plupart de ceux d'entre nous qui sont un peu au courant savent que, sans les capitaux américains, le Canada en serait à peu près au stade de la Terre de Baffin. Nombreux sont ceux qui en veulent aux États-Unis d'investir au Canada et, selon eux, les Américains ont violé nos droits en agissant ainsi. Pourtant, il n'en est rien. Ils ont fait un des meilleurs placements au monde: dans la mise en valeur actuelle et future des richesses naturelles du Canada.

• (8.50 p.m.)

J'espère que tous les paliers de gouvernement comprendront comment nous pouvons inciter les Canadiens à participer au développement de leur propre pays. Ils n'ont pas seulement à fournir leur labour, ils doivent encore travailler plus fort, se servir de leur imagination et faire preuve de discipline. Le gouvernement devrait être prêt à stimuler le développement du Canada et la participation des Canadiens à ce développement par des exemptions d'impôt raisonnables. Il y a lieu de procéder à une sérieuse expertise de nos ressources.

Nous devrions permettre à notre jeunesse de contribuer elle aussi à ce développement. Au lieu de leur accorder la gratuité scolaire, nous devrions les encourager à nous aider, durant les mois où ils ne sont pas à l'université, dans cet inventaire de nos ressources naturelles. Nous

devrions les bien payer et faire en sorte qu'ils soient exemptés de tout impôt tant que cette rémunération sert à payer leurs études. Il faudrait qu'ils essaient de renverser la tendance actuelle au lieu de solliciter l'aide d'un gouvernement socialiste et paternaliste s'ils veulent s'associer à la grande entreprise canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Bigg: Cette aventure, ce n'est pas uniquement du point de vue de ma génération qu'il faut l'entreprendre, mais d'un point de vue encore plus large, et avec plus de zèle et d'énergie. La récompense n'en sera que plus grande et nos jeunes deviendront ainsi de meilleurs citoyens canadiens car ils connaîtront la valeur de l'éducation pour laquelle ils ont travaillé et payé. Ils doivent savoir, et particulièrement cette bande d'illuminés qui ne pensent qu'à démolir les institutions que nous avons bâties pour eux, que nos épargnes ont été englouties dans ces institutions, que les nombreuses institutions que nous avons conçues pour la jeunesse n'ont pas encore été payées et que si elles sont détruites, délaissées ou inutilisées, la génération qui grandit devra les rebâtir et payer la note deux fois. Non seulement ils devront payer pour les édifices encore impayés, mais ils devront supporter le fardeau supplémentaire de la reconstruction des bâtiments dont ils auront besoin.

Il n'y a pas de chemins faciles ou de raccourcis pour conquérir une vie heureuse. Il est difficile de parler de l'irresponsabilité de ceux qui circulent parmi la jeunesse et lui racontent, à l'heure où les chances n'ont jamais été si grandes, qu'ils sont négligés, hais, incompris et que le monde leur doit tout. On imagine très bien dans quelle mesure ce genre de bavardage est précisément à la source des ennuis qu'a le Canada aujourd'hui. Il est clair que ce ne sont ni mon père, ni ma mère, ni mes grands-parents qui m'ont jamais encouragé à me faire justice moi-même ou à détruire les institutions et les occasions qu'ils ont mises à ma portée par un dur labeur. Si ce que je dis a l'air vieux jeu, un peu trop de la droite, c'est peut-être parce que je suis incapable de dominer mon récit. Je demanderais à ceux qui sont plus doués que moi pour la parole de communiquer cette très brève et très simple histoire à nos jeunes Canadiens et à tous ceux qui vivent au Canada et n'apprécient pas la bonne vie qui leur y est faite, parce qu'ils n'ont rien connu d'autre. Ils sont pourtant prêts à balancer non seulement cette bonne vie, mais la liberté même qui la rend possible.

La perspective qui a pris forme en 1957 et 1958 tenait compte du fait que le Canada est composé de régions diverses et différentes. Ceux d'entre nous qui ont cru en cette perspective ont vu que notre marine marchande dans les Maritimes était loin derrière celles d'autres pays pour ce qui est de transporter dans le monde les produits canadiens. Parce que le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé ne se sont pas attachés assez énergiquement à atteindre ce but, le Canada n'a pas, en fait, de marine marchande. Il n'est pas trop tard pour en avoir une. Dans les Maritimes, il y a encore des hommes qui savent comment on construit des navires, comment on les équipe et comment on commerce avec les autres pays. Il y a encore, là-bas, nombre d'hommes qui ont passé toute leur vie à pêcher. Par la faute de politiques à court terme, leurs bancs de pêche ne suffisent plus à les faire vivre.